



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme
Direction des affaires juridiques et de l'administration locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité publique
Installations classées pour la protection de l'environnement
commune de SENLIS LE SEC
Société SCEA THULLIEZ

Abrogation de mise en demeure

A R R Ê T É du 22 AOUT 2017

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement et notamment les livres V des parties législative et réglementaire ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 9 février 2004 à la société SCEA THULLIEZ pour exploiter une carrière de craie de marnage sur le territoire de la commune de Senlis-Le-Sec (parcelle cadastrée ZE n°11) relevant notamment la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 mai 2015 mettant en demeure la société SCEA THULLIEZ de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 9 février 2004 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 27 juillet 2017 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 20 juillet 2017 que l'exploitant a respecté l'arrêté de mise en demeure du 19 mai 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

ARTICLE 1 -

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 19 mai 2015 délivré à la société SCEA THULLIEZ sont abrogées.

ARTICLE 2 :

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.421-1 du Code de justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

ARTICLE 3 :

Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SCEA THULLIEZ.

Amiens, le 22 AOUT 2017
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Jean-Charles GERAY